

Proche & Moyen-Orient :
Une zone à risques ou à fort potentiel pour les entreprises ?

Qu'entend-on par Proche et Moyen-Orient ?

Proche & Moyen-Orient, Levant, Machrek, Croissant fertile...autant d'appellations pour désigner un monde haut en couleur, multiple et bien plus complexe qu'il n'y paraît !

Il est impossible d'avoir une approche manichéenne et tranchée ; nous ne sommes pas dans un univers figé et prétendre apporter des réponses sans appel, c'est déjà s'engager sur un terrain glissant, voire dangereux et faire preuve d'une certaine présomption. Avec le Moyen-Orient, tout est question de nuance, de dosage. Ce qui est valable un jour peut totalement être remis en question le lendemain.

Cette région se caractérise par une prédominance religieuse avec l'Islam, sans pour autant oublier la présence Chrétienne et Juive, ainsi qu'une culture arabe majeure. Mais il ne faut pas omettre de parler des deux pôles incontournables de ce paysage que sont la Turquie et l'Iran, deux Républiques, de culture ottomane pour la première et perse pour la seconde, à la périphérie de ce monde Arabo-musulman.

Cet espace, est une zone stratégique du point de vue énergétique qui représente plus de la moitié de la production mondiale d'hydrocarbures. Cette manne pétrolière n'a pas pour autant permis le développement équilibré de la région ; bien au contraire elle n'a fait que renforcer les écarts entre riches et pauvres.

Cette terre se distingue également par cet enchevêtrement de crises qui la secouent depuis plusieurs décennies : on peut citer entre autres les conflits israélo-arabes et israélo-palestiniens, les crises de régimes en Egypte, en Syrie et Jordanie, les crises politiques récurrentes qui touchent le Liban, le borbier irakien... L'Orient est le point de cristallisation de toutes les passions, tensions, mais c'est également le Lieu « de tous les possible ».

Le Proche et Moyen-Orient est loin de former une étendue homogène, mais sa position entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, en fait un carrefour incontournable.

Vu d'Occident, nous avons la fâcheuse tendance à voir cette zone comme figée dans le temps alors que celle-ci fluctue bien plus vite qu'on ne l'imagine. L'axe économique est entrain de changer, il s'agit avant tout de ne pas rester sur nos positions et de courir ainsi le risque d'être les perdants de cette évolution. D'autres, à l'instar de la Chine se changeront de nous le rappeler. Cette dernière n'hésite plus à mener une politique offensive auprès des Monarchies du Golfe, mais elle n'est pas la seule à s'intéresser de près à la région. N'est-il pas révélateur que le président brésilien Lula da Silva se soit rendu en Mai 2010 en Iran ? Les échanges entre les 2 pays ont été multipliés par 4 en cinq ans.

UN ETAT DES LIEUX GENERAL

Le pétrole est le principal revenu d'exportation d'une zone qui, encore aujourd'hui, attire peu les investissements. Ces ressources ont consolidé le caractère rentier des économies nationales. Cette dynamique bloque, dans un certain sens, le développement des structures productives.

Un autre élément ne peut plus être passé sous silence, à savoir le poids de l'économie informelle, ce qui ne signifie pas pour autant activités illicites. En effet, cette économie englobe également des activités menées dans des petites organisations, souvent de type familial, qui contournent les règles en matière fiscale ne garantissant aucune protection sociale.

Cette économie parallèle fait ressortir l'impossibilité des différents régimes en place à satisfaire une demande d'emplois en constante hausse, notamment chez les jeunes diplômés.

Une indispensable diversification des économies

La plupart des économies nationales reposent sur les exportations des hydrocarbures, ainsi celles-ci représentent-elles 90% des recettes d'exportation en Arabie Saoudite, au Koweït ainsi qu'aux Emirats Arabes Unis. En Iran, cette part dépasse très largement 70%ⁱ.

Un certain nombre de pays, qu'ils disposent ou non de ces ressources misent sur les services ; sachant que des Etats, comme le Koweït, ont déjà opéré un tournant depuis plus d'une vingtaine d'années, ou ont enclenché, assez récemment, ce changement à l'instar du Qatarⁱⁱ, de l'Emirat d'Abou Dhabi, vers les secteurs tels que la Finance, l'immobilier, le tourisme... Lequel tourisme est devenu un secteur de premier plan, pareillement, en Turquie et en Egypteⁱⁱⁱ.

Assez paradoxalement, le développement de ce secteur s'opère dans une région géopolitiquement instable et donc soumise à un certain nombre de contraintes.

Les EAU et le Qatar ont beaucoup investi dans ce secteur qui s'est polarisé sur les grandes villes et stations balnéaires ; Doha s'est ainsi engagé dans le projet, *The Pearl* qui formera un archipel d'îles artificielles devant accueillir des complexes résidentiels, des marinas, des équipements de loisirs...^{iv}

Ainsi, peut-on affirmer sans prendre de risque, que dans les monarchies du Golfe, un développement économique agressif s'est ajouté à la rente pétrolière et gazière.

La péninsule arabe devient aussi une destination touristique. N'oublions pas que le pèlerinage à la Mecque, à lui seul, génère près de 3 millions de pèlerins chaque année^v. On estime que ce chiffre doublera d'ici une petite dizaine d'années.

Un autre facteur doit être intégré : on assiste à une augmentation des revendications économiques et sociales liées à la baisse du niveau de vie et un chômage en progression. Cette problématique peut fragiliser ces économies essentiellement rentières. L'exemple de l'Egypte est assez caractéristique de ce qui se passe ; à cela s'ajoute une usure des régimes en place depuis des décennies et qui sont totalement coupés des réalités de terrain.

En dépit de ces données qui peuvent inquiéter certains investisseurs quelque peu « frileux », la région semble offrir des opportunités qu'il faut saisir. Possibilités qui ne concernent plus seulement le secteur du Luxe, toujours très prisé par une catégorie de clients assez privilégiés.

Les télécommunications : un exemple de secteur prometteur

S'il est des secteurs promis à un bel avenir dans la zone Proche et Moyen-Orientale, on peut citer celui des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). En effet, à en juger les analyses de nombreux experts, le secteur de l'industrie Mobile devrait passer de 144 Millions de souscriptions en 2009 à 193 Millions en 2012^{vi}. Le taux de croissance annuel moyen serait de 11% rien que pour le Liban, à peine plus pour la Syrie, autour de 9% pour la Palestine, 10% en Irak...^{vii}.

Si certains opérateurs consacrent leurs efforts à une implantation locale, d'autres sont déjà dans une logique d'investissement dans le développement de marché^{viiiix}.

Turkcell, numéro un de la téléphonie mobile en Turquie, qui a déjà tissé son réseau sur huit pays, compte pas moins de 62 millions d'abonnés et n'entend pas en rester là. La Turquie, outre le fait d'être elle-même un investisseur de taille, représente un atout non négligeable pour les investisseurs étrangers, car le pays par sa situation géographique offre un accès non seulement au Moyen-Orient, mais aussi au Caucase.

Ce secteur peut offrir encore un grand nombre de ressources pour les entreprises étrangères qui souhaitent investir dans cette partie du monde. L'opérateur Orange l'a bien compris et sa campagne de recrutement ainsi que ses investissements sont assez révélateurs de son intérêt grandissant pour la zone Afrique & Moyen-Orient.

Une région qui offre une place de premier choix au négoce de l'armement

Malheureusement, l'armement est un autre secteur de pointe qui figure en bonne place dans cette sphère Orientale. Etant donné le contexte crisogène, ce phénomène n'est pas prêt de s'estomper. Le sentiment d'une instabilité générale, le maintien en place de certains régimes autoritaires, la montée des contestations, l'inquiétude, parfois nourrie, face à la radicalisation religieuse, la présence de réseaux liés plus ou moins directement à Al-Qaïda, ne font que conforter cette place de premier choix occupée par le commerce de l'armement.

A ce titre, la Chine, les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne^x se disputent ce marché qui n'est pas prêt d'atteindre la saturation quand on sait quelle part de leur budget certains Etats consacrent à « leur sécurité ». a titre d'exemple, le budget militaire en Syrie représente 35% du budget global de l'Etat.

Les plus gros clients des Etats-Unis sont Israël, suivis de très près par l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Pour ce qui est de la Russie, la Syrie, l'Iran, les EAU et le Yémen figurent en bonne place. La Chine tire également son épingle du jeu en étant, depuis peu, un des fournisseurs de l'Arabie Saoudite. Pour ce qui est de l'Union européenne, les EAU, Oman, Bahreïn, le Qatar occupent une place non négligeable. N'oublions pas de préciser que le Moyen-Orient reste pour la France la destination privilégiée depuis 2008.

Le BTP, un secteur plus que jamais présent

La région reste un formidable vivier pour les BTP, en effet cette sphère profite d'une forte croissance grâce à différents programmes d'investissements publics, en partie mis en place pour atténuer les effets de crises du logement auxquels se trouvent confrontés des Etats qui ont laissé « pourrir » une situation devenue préoccupante^{xi}.

De gros investissements dans les bâtiments tertiaires, concernant surtout l'enseignement supérieur et l'éducation^{xii}, sont à noter, notamment dans les Monarchies du Golfe. Il en est de même pour les grands équipements sportifs ou culturels^{xiii}.

Un nouveau pôle chimique ?

Il semble évident que les pays producteurs de pétrole et de gaz n'entendent plus se contenter de rester de simples fournisseurs d'hydrocarbures. Ceux-ci souhaitent bénéficier de transferts de technologie et investir un secteur qui jusque là leur était fermé.

Margaret R. Walker, Vice-Présidente de Dow Chemical a déclaré en Juin 2010 que le Moyen-Orient serait dans un avenir proche, l'un des principaux centres de la chimie et pétrochimie dans le Monde^{xiv}.

Aramco, compagnie pétrolière saoudienne, et Dow Chemical ont lancé le projet Ras Tanura^{xv} estimé à 12 Milliards de dollars. En février 2010, Dow Chemical et l'Emirat du Qatar ont ouvert un complexe chimique pour un montant de 5 Milliards de dollars.

Le 13 septembre dernier, Air Liquide a annoncé la construction de deux unités de production d'hydrogène en Arabie Saoudite. La participation d'Air Liquide sera de 350 millions d'euros.^{xvi}

La croissance continue de la zone Asie-Pacifique, en particulier la Chine et l'Inde, explique cette poussée des investissements chimiques au Moyen-Orient. Tout semble indiquer que le leader allemand BASF serait dépassé par le saoudien Sabic dans un avenir proche.

UN FOCUS SUR DES ETATS CLEFS

Les Emirats Arabes Unis : à nouveau un eldorado ?

Selon son rapport bi-annuel publié en Mai 2010, l'Institut de la Finance Internationale a annoncé que la croissance dans les riches monarchies arabes du Golfe devait atteindre 4,4% en 2010 et 4,7% en 2011.^{xvii}

Les EAU détiennent 1/5 des réserves pétrolières du monde avec près de 98 Milliards de barils ; reste à préciser que 95% de celles-ci sont détenues par Abou Dhabi.

Après des années d'euphorie pour les Dubaïotes, le surendettement et la bulle immobilière ont eu pour autre effet d'écorner l'image de Dubaï au profit d'Abou Dhabi plus conservateur et traditionnel que son voisin.

Dubaï a fait trembler le marché financier et immobilier. Sa dette est estimée à près de 120 Milliard de dollars, elle pourrait même atteindre les 170 Milliards de dollars.

Abou Dhabi s'est empressé de signer un chèque de 20 Milliards de dollars afin d'éviter le pire et la dette a été rééchelonnée.

Philippe Dauba-Pantanacce, économiste à la Standard Chartered^{xviii}, souligne que l'économie réelle se porte mieux et que Dubaï revient, peu à peu, aux fondamentaux, à savoir le commerce, le transport, la logistique, le tourisme... Le port de Jebel Al est le troisième du monde pour l'export, derrière Hong Kong et Singapour.

Même si l'Emirat se remet doucement de ce « naufrage », l'immobilier reste sinistré.

Tous les regards se posent sur l'Emirat d'Abou Dhabi. En effet, assez récemment, le gouvernement a diversifié ses activités ; les recettes générées par le pétrole et le gaz ont permis d'investir dans d'autres domaines à tel point que les secteurs autres que les hydrocarbures devraient sous peu représenter près de la moitié du PNB des Émirats arabes unis. Abou Dhabi serait en quelque sorte le fer de lance de cette politique menée dans les EAU. En effet, cet Emirat a lancé des programmes de diversification et de libéralisation de l'économie, notamment dans le secteur industriel avec la création d'une zone industrielle libre^{xix}.

Des efforts sont aussi consacrés à la promotion du tourisme et le secteur immobilier en partenariat avec l'Abu Dhabi Tourism Authority^{xx}. Le gouvernement a également prévu d'améliorer les infrastructures avec le projet de construction d'un nouveau port et d'une ligne de chemin de fer reliant entre Abou Dhabi et Dubaï

Abou Dhabi est de loin, l'émirat le plus riche des Émirats Arabes Unis en termes de PIB par habitant. En effet, le PIB par habitant est de 63 000 dollars en 2009, ce qui place l'Emirat à la troisième place en termes de revenu par habitant après le Luxembourg et la Norvège.

Le Qatar : Un hôte de choix

Quelques données de base

Le Qatar est devenu un État indépendant le 3 septembre 1971. À la différence de la plupart des émirats voisins, le Qatar a refusé de devenir un membre des Emirats Arabes Unis.

Ses dirigeants veulent en faire un élément incontournable dans la gestion des affaires du monde, voire un exemple pour le monde arabe.

Avec une population estimée en 2010 à entre 900 000 et 1 million d'habitants dont seulement à peine 20% de nationaux, et une superficie du même ordre que la Corse, le Qatar détient 15% des réserves mondiales de gaz naturel.

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, 70 756 dollars en 2009, était l'un des plus élevés du monde et le pays a pu ces dernières années amasser des masses considérables de liquidités.

Le Qatar cherche à accroître sa visibilité. Cette politique a été inaugurée par l'Emir du Qatar, Cheikh Hamad bin Khalifa al Thani, qui destitua son père en juin 1995, et qui déploie depuis des efforts considérables à différents niveaux pour faire de son pays un modèle pour le Golfe.

Une activité diplomatique des plus actives de la région

La diplomatie Qatarie est sans nul doute, la plus active du monde arabe. Du dénouement de la crise libanaise en 2008, en passant par le retour de la diplomatie française au Proche-Orient (par le biais du rapprochement opéré avec la Syrie en 2008) sans oublier l'aide financière accordée pour la reconstruction du Sud Liban après la Guerre des 33 Jours en 2006... Le Qatar entend bien jouer un rôle décisif dans les récentes crises qui ont secoué et secouent encore le monde arabe.

La politique du Qatar peut se révéler assez insolite : en effet, Doha, tout en étant le siège du Centcom (Commandement central américain depuis lequel les interventions en Afghanistan et en Irak sont coordonnées), abrite aussi la chaîne d'information en continu Al Jazeera, qui est connue pour une ligne éditoriale plutôt anti-occidentale.

Le Qatar se montre extrêmement pragmatique, sa position géographique le pousse à aller dans ce sens ; voisin d'une Arabie Saoudite peu disposée à voir ce dernier prendre son envol tant sur le plan international que régional, le Qatar fait également face à l'Irak qui entend bien étendre son influence notamment en Irak, au Liban... là où se trouvent d'importantes communautés musulmanes Chiites. Ceci explique un rapprochement stratégique de Doha avec Washington.

Le Qatar n'hésite pas à aller plus loin dans sa politique d'ouverture : ainsi en juillet 2002, Cheikh Hamad ben Jassim ben Jaber al Thani, ministre des Affaires étrangères rencontre-t-il son homologue Shimon Pérès.

Shimon Pérès, vice-Premier ministre israélien, s'est rendu en visite officielle au Qatar les 30 et 31 janvier 2007 (où il s'était déjà rendu en 1996 en qualité de Premier ministre) et a été reçu par l'émir. La dernière rencontre, hautement symbolique, a eu lieu en avril 2008 lorsque la ministre des Affaires étrangères israélienne Tzipi Livni, a rencontré l'émir du Qatar et d'autres hauts dirigeants qataris à Doha, en marge du Forum sur la Démocratie de Doha.

Outre le fait d'être l'un des seuls pays arabes à entretenir des relations aussi directes avec Israël, le Qatar semble assumer cette politique menée, dans une certaine mesure avec transparence.

Al Jazeera : une vitrine pour Doha

La chaîne satellitaire d'information en continu Al Jazeera, créée en novembre 1996, est de loin l'élément qui a le plus contribué à projeter le Qatar sur le devant de la scène.

Média le plus populaire et le plus suivi du monde arabe, cette chaîne offre une liberté de ton qui tranche avec le traitement habituel de l'information dans la région. C'est aussi cette chaîne qui détient, en quasi-exclusivité, le droit de diffuser les messages d'Oussama Ben Laden.

Depuis, Al Jazeera a lancé la chaîne d'information en continu en anglais^{xxi} ainsi que des filiales thématiques.^{xxii}

Un Cheikh qui offre une légitimité religieuse au Qatar

Le Cheikh Abou Al Qaradawi^{xxiii} offre, au Qatar, une visibilité religieuse sans précédent. Vivant au Qatar depuis 1961, d'origine égyptienne, il est sans conteste le religieux le plus populaire et l'un des plus respectés du monde musulman. Il entend bien se démarquer du wahhabisme du Royaume des Séoud, tout en incarnant la vitrine officielle du Qatar.

L'éducation, la culture et le sport : des secteurs en pleine expansion

« *Il est plus important d'être reconnu au Comité International Olympique (CIO) qu'à l'Organisation des Nations Unies* ». ^{xxiv} Voilà qui en dit long sur la politique menée par le Cheikh du Qatar et du désir de ce dernier un véritable modèle de développement dans la région.

Après le football et l'athlétisme, c'est au tour du tennis d'y prendre sa place avec la création d'un tournoi, le Doha Open Tour qui, à l'heure actuelle, st le premier tournoi de l'année.

Le Qatar parraine depuis peu l'une des plus prestigieuses courses de chevaux qui se déroule à Paris : le Grand prix Qatar-Arc de Triomphe...

C'est également au Qatar que revient l'honneur d'organiser la Coupe du Monde de football en 2022. Cela fera de l'Emirat le premier pays arabe de l'histoire à recevoir cet événement.

Dans un autre registre, le pays est devenu un lieu de rencontres et d'échanges, une plaque tournante pour les idées.

Les pays du Golfe doivent faire face à une pénurie de jeunes qualifiés, et le Qatar ne fait pas exception. La demande est très forte et c'est à ce titre que l'Emirat du Qatar s'implique avec une certaine détermination dans la formation de haut niveau. C'est donc un campus qui a vu le jour dans la banlieue de Doha, pensé, financé et bâti par la Qatar Foundation, une institution disposant de moyens quasi illimités et dont la présidente n'est autre que Cheikha Mozha, particulièrement active dans ce domaine.

Plusieurs universités américaines, dont la Georgetown University, y ont installé des filiales donnant au site un air de campus proprement américain.

Le Qatar parie sur l'avenir et prépare ainsi progressivement son économie à l'après-pétrole et l'après-gaz ; et il s'en donne les moyens. Ce pays semble réunir tous les indices économiques et financiers favorables à des investissements étrangers sur son territoire.

L'Irak, entre chaos et espoirs

L'Irak représente, en termes d'investissements, un potentiel qu'on ne peut ignorer et ce malgré les risques sécuritaires encourus là-bas.

Le marché lié à la reconstruction représente 600 Milliards de dollars. Le groupe Lafarge a racheté en décembre 2007, Orascom, premier groupe cimentier du Moyen-Orient et a inauguré en Avril 2009 la cimenterie de Bazian^{xxv}. La Sofinfra, entreprise française de BTP, entend bien aussi se positionner sur ce marché.

Afin de répondre aux besoins des éventuels investisseurs français en Irak, le Centre Français des Affaires, appelé « Le Château » a été inauguré le 1^{er} Mai 2010 ; ce dernier est géré par l'ADIT (Agence de l'Information Technologique). Il garantit toute une logistique qui offre des garanties de sécurité aux entrepreneurs. On compte une petite dizaine de pensionnaires permanents parmi lesquels figurent Lafarge, Sanofi-Aventis, Alstom.

Jean-Pierre Vuillerme, ex-directeur de la Sécurité de Michelin et actuel Président du Centre, déclare en 2010, qu'entre 40 et 60 appels d'offres sortent chaque jour.

Les Etats-Unis, la Chine, l'Italie sont déjà bien implantées et ce au détriment de la France qui accuse un certain retard, malgré des efforts qui sont encore jugés trop récents pour modifier la tendance.

Il ne faut pas perdre de vue que la situation sécuritaire demeure une des priorités du pays qui doit encore faire face à des attentats quotidiens, notamment dans le district de Diyala.

Le Liban : une économie qui ne semble pas trop souffrir des aléas politiques

« En Bourgogne et dans le Bordelais, on plante des rosiers autour des vignobles [...]. Si les rosiers tombent malades, on sait que les vignes seront contaminées. [...] Le Liban est, par rapport au monde, comme un rosier qui donne l'alerte et protège les vignes. Si le Liban tombe malade, le monde ne restera pas indemne. Il faut savoir protéger les rosiers ».

D'après Amin Maalouf

Au lendemain de la démission de 11 Ministres^{xxvi} qui a entraîné la chute du Gouvernement, le Liban se retrouve, pour la énième fois, plongé dans une sorte de « chaos politique » et une période d'incertitude. Mais cet événement ne constitue qu'une étape d'une longue série de crises politiques plus ou moins graves.

N'oublions pas que le Liban a connu une première crise d'envergure internationale en 1958, avec une intervention militaire des Etats-Unis, puis une guerre qui a duré près de 15 ans, entre 1975 et 1990, et a laissé une économie exsangue, des crises répétées en 1996, 2000, 2005, 2006... dont la liste ici est loin d'être exhaustive !

Le retour au calme qui a suivi l'accord de Doha en Mai 2008^{xxvii} a permis la relance économique du pays. Le FMI avait établi des prévisions de croissance de 6% pour 2008, et 5% pour 2009.

Le nombre de touristes a augmenté de 46,3% en 2009 par rapport à 2008, idem pour 2010.

Malgré un risque latent de conflit, des incertitudes politiques freinant la mise en place de réformes indispensables à l'assainissement des comptes publics, une dette publique nette de 44,3 Milliards de dollars fin Juillet 2010, le Liban a de fortes capacités de rebond. Le pays a un secteur bancaire solide, la Bank of Beirut a annoncé le 2 Février 2011 qu'elle allait devenir actionnaire principal de la banque australienne Laiki Bank en se portant acquéreur de 85% des actions. Est-il nécessaire de rappeler que la BoB a affiché des résultats financiers laissant apparaître une hausse des profits nets de +35,5%.

A côté de cela, le Liban bénéficie d'un soutien financier de la communauté internationale et de la diaspora.

Pour l'année 2011, la croissance devrait être soutenue, sauf crise grave liée au verdict qui devra être rendu par le Tribunal Pénal International concernant l'assassinat de Rafic Hariri le 14 Février 2005. Les prévisions du FMI pour la croissance en 2011 seraient de plus de 5% pour le Liban.

Un autre signe encourageant est l'annonce, fin Janvier 2011, de la décision prise par le groupe Admic, qui exploite la franchise Monoprix, de s'implanter à Jeita, dans le Kesrouan, dès cette année. Il s'agit du quatrième emplacement prévu pour 2011, en plus de la réouverture d'enseignes à Baabda, Jnah et au City Mall.

L'investissement total pour ces quatre enseignes sera de 40 millions de dollars.

S'il est une leçon que nous devons retenir du Liban, c'est qu'en dépit d'une impossibilité à prévoir une stabilité politique durable, cela ne semble pas avoir d'impacts profonds sur le commerce et l'environnement des affaires du pays.

CONCLUSION

Si le Proche et Moyen-Orient ne doit pas être négligé, et ce malgré l'instabilité politique qui règne dans certains Etats, il ne faut pas passer sous silence le fait que certains d'entre eux ont mis sur pieds depuis quelques années une stratégie de partenariats avec des groupes Occidentaux doublée d'une politique offensive d'investissements dans les dits « pays industrialisés ».

Le Groupe Total a scellé avec le Qatar, en Mars 2010, un partenariat en vue d'investir dans la production de pétrole en Afrique de l'Ouest^{xxviii}. Parallèlement à cela, le Qatar entend

bien diversifier ses placements en misant sur le secteur bancaire des économies émergentes ; le fonds souverain de ce dernier a investi près de 2,7 Milliards de dollars dans le Banco Sntander Brasil, et 2,8 Milliards d'euros dans l'Agricultural Bank of China^{xxix}...

Il est de plus en plus clair que nous ne pouvons plus regarder cette région avec le même œil. L'actualité récente, avec l'Égypte, le Yémen... tend à le prouver chaque jour un peu plus. Il semble plus qu'évident que tourner le dos à cette partie du monde serait une grave erreur !

Carole ANDRE-DESSORNES

ⁱ Rapport de la CNUCED, 2009

ⁱⁱ Outre le pétrole, le Qatar détient les 3^{ème}s réserves de gaz, derrière la Russie et l'Iran.

ⁱⁱⁱ Pour l'année 2010, l'Égypte a enregistré un record de fréquentation avec plus de 14,7 millions de visiteurs, soit une progression de +17,5% par rapport à l'année 2009 qui avait déjà enregistré une hausse par rapport à 2008.

Les Echos, « *Record de fréquentation touristique en Égypte en 2010* », 19 Janvier 2011, AFP

^{iv} **Site officiel de The Pearl** : <http://www.thepearlqatar.com/>

^v Le service saoudien des statistiques a annoncé en novembre dernier que le nombre de pèlerins avait atteint plus de 2,8 millions de personnes

^{vi} **Moyen-Orient**, « *Télécoms et développement, quels enjeux pour les acteurs économiques au Moyen-Orient* », décembre 2009-Janvier 2010, pp82-87.

^{vii} Ibid

^{viii} Saudi Telecom créée en 1998, est désormais présente au Koweït, en Indonésie, en Malaisie, en Afrique du Sud

^{ix} Etisalat (EAU) le principal fournisseur de services de télécommunication du Moyen-Orient, a annoncé le 19 octobre 2010 le premier projet « femtocell » live des Émirats Arabes Unis, qui sera réalisé par Alcatel-Lucent (Euronext Paris et NYSE : ALU). Les clients d'Etisalat bénéficieront d'une connectivité haut débit mobile de qualité supérieure dans les régions isolées du pays, ainsi que de davantage de bande passante haut débit mobile dans les zones à fort trafic.

^x The Military balance, 2009, IISS

^{xi} On peut citer entre autres l'Égypte. L'Algérie est également touchée, mais dans son cas, cela concerne le Maghreb.

^{xii} Les EAU et le Qatar qui souhaitent investir dans la formation d'une élite et misent sur la construction de campus universitaires en signant des partenariats avec les plus grandes Universités telles que Cambridge, Harvard, Yale..., de musées...

^{xiii} A ce titre Doha et Abou Dhabi se livrent à une véritable bataille, répondant à une volonté très clairement affirmée d'occuper le terrain, dans l'organisation d'événements à portée internationale. Fin 2010, Le Qatar a remporté l'organisation de la Coupe du Monde de Football en 2022.

^{xiv} "In the not-so-distant future, the Middle East will be the foremost global hub for the petrochemicals industry" according to Margaret R. Walker

<http://www.dow.com/news/corporate/2010/20100602a.htm>

^{xv} projet de joint venture pour construire en Arabie saoudite l'une des plus importantes usines de plastiques au monde.

^{xvi} <http://www.airliquide.com/fr/arabie-saoudite-air-liquide-partenaire-dun-projet-de-raffinerie-geante.html>

^{xvii} **Site officiel** <http://www.iif.com>

^{xviii} Florence Beaugé, **Le Monde**, 21 décembre 2010

^{xix} *Industrial City of Abu Dhabi*

^{xx} <http://www.abudhabitourism.ae/en/en-us/contct.us.aspx>

^{xxi} <http://english.aljazeera.net/>

^{xxii} <http://www.aljazeera.net>

^{xxiii} Youssouf Al Qaradawi, présente une émission hebdomadaire diffusée sur Al Jazeera, "Ashari'a wal hayat" ("La Charia et la vie") suivie par plus de dix millions de personnes à travers le monde.

Ses cassettes audio et vidéo se vendent jusqu'en Indonésie et en Amérique du Nord.

Doyen de la Faculté de droit islamique du Qatar, il dirige aussi le Conseil européen de la fatwa et de la recherche. Il est également le Président de l'Association islamique des oulémas

^{xxiv} **Le Monde diplomatique**, « *Le Qatar se veut un modèle pour le Golfe* », Juillet 2004

^{xxv} Emilie Lanez, « *Les tribulations d'un patron en Irak* », **Le Point**, 16 Avril 2009

^{xxvi} Mercredi 12 Janvier 2011, onze Ministres du Gouvernement Hariri ont démissionné.

L'Orient, le Jour, 12 Janvier 2011

^{xxvii} 'L'accord présenté par le premier ministre Fouad Saniora et adopté par les partis politiques libanais convient de l'élection par le parlement du candidat consensuel, le général Michel Souleiman à la présidence de la république.

<http://www.ism-france.org/Liban-Le-texte-de-l'accord-de-Doha-article-9029>

^{xxviii} **Le Monde**, AFP, Le 25 Mars 2010

^{xxix} **Le Monde**, Le 21 Octobre 2010